
Courrier



International

Traduction de *Correo Internacional*, n°114 -

Publication de la LIT-QI

Août 2005

0,50 €

www.litci.org - litial.be@tiscali.be éd. Resp. : Jan Talpe- rue de l'élan, 73, B10 - 1170

Bruxelles



Promouvoir une grande campagne latino-américaine

Pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures

La révolution bolivienne récente, qui a renversé le gouvernement de l'ex-président Carlos Mesa, a mis en avant le conflit pour la propriété et le contrôle des ressources énergétiques de ce pays et de toute l'Amérique Latine.

Il ne s'agit pas d'une question accessoire. D'une part, l'Amérique Latine possède les plus grandes réserves d'hydrocarbures de la planète après le Moyen-Orient, non seulement de pétrole mais aussi de gaz. D'autre part, l'impérialisme veut utiliser et consommer ces réserves à son profit (à très bas prix),

moyennant un nouveau pillage des richesses du continent latino-américain. Dans le cas de l'impérialisme yankee, ce thème est d'une importance vitale. En effet tous les analystes considèrent que, si le niveau actuel de consommation continue, les Etats-Unis vont vers une crise énergétique et d'approvisionnement interne d'hydrocarbures à court terme.

Dans cette bataille, il y a donc deux camps principaux. D'une part, l'impérialisme yankee, associé à la Repsol européenne et la Petrobras brésilienne, qui cherche à s'assurer le contrôle et l'exploitation sans restriction des sources énergétiques latino-américaines. D'autre part, en lui faisant face avec leur lutte, les travailleurs et le peuple boliviens et de tout le continent qui revendiquent la propriété étatique des hydrocarbures, et que leur exploitation et commercialisation soit effectuées au bénéfice du pays et des travailleurs et des peuples latino-américains.

Les gouvernements latino-américains sont des agents de l'impérialisme

Dans cette bataille, la majorité écrasante des bourgeoisies et des gouvernements des pays latino-américains optent pour brader les richesses de leurs pays en échange de miettes qu'ils reçoivent du pillage impérialiste. Cela a été très évident en Bolivie avec les gouvernements successifs de Gonzalo Sánchez de Lozada, Carlos Mesa et actuellement Eduardo Rodriguez, mais cela se confirme si nous jetons un coup d'œil aux autres pays. En Argentine, Menem a privatisé la compagnie pétrolière YPF à prix bradé et Kirchner respecte à fond cette privatisation. En Équateur, les compagnies étrangères exploitent les meilleures zones du pays et le président Alfredo Palacio réprime durement la grève des populations de l'Amazonie équatorienne qui réclament l'annulation du contrat avec l'Occidental Petroleum. Au Pérou, Fujimori d'abord et Toledo par la suite ont pratiquement détruit Petroperú et bradent maintenant le gaz de Camisea aux multinationales. Au Brésil de Lula, d'une part, Petrobras a déjà ouvert une partie importante de ses actions à des investisseurs japonais et américains. Cette compagnie est d'ailleurs associée, selon la politique du gouvernement, aux grandes multinationales pétrolières pour piller les hydrocarbures d'autres pays plus faibles (comme c'est le cas en Bolivie, au Pérou et en Équateur). D'autre part, au Brésil même, Petrobras livre de plus en plus de zones à l'exploitation d'entreprises étrangères. Même au Venezuela, malgré le discours anti-impérialiste de Chavez, 50% de la production pétrolière du pays est déjà entre les mains d'entreprises impérialistes.

Une lutte des travailleurs et des peuples

Voilà pourquoi, nous pouvons tirer deux conclusions. La première est que la bataille pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures est aujourd'hui un des centres de lutte contre l'impérialisme dans le continent latino-américain. Le contrôle de cette richesse est une lutte stratégique parce qu'il définit qui profite de son utilisation, étant donné qu'il s'agit de ressources non renouvelables qu'on ne peut pas gaspiller. D'autre part, les dommages écologiques provoqués par son exploitation non-discriminée, en détruisant la faune et la flore ou les cours d'eau que la nature a créés pendant des milliers d'années, sont énormes, avec un bilan profondément négatif.

La seconde conclusion est que la lutte pour atteindre cet objectif est entre les mains des travailleurs et des peuples parce que, comme nous avons vu, la bourgeoisie et les gouvernements bourgeois se trouvent "de l'autre côté", en défendant les intérêts de l'impérialisme et en s'opposant aux travailleurs et au peuple avec la répression.

Cette lutte a son épicerie et sa plus grande expression en Bolivie. Elle commence toutefois à s'étendre de plus en plus sur tout le continent : en Équateur (voir ci-après), avec la mobilisation des peuples Huaorani contre l'exploitation d'une zone du Parc National Yasuni, leur habitat naturel, et avec les grèves dans les provinces Sucumbios et d'Orellana contre l'Occidental Petroleum ; au Pérou, avec la lutte du Front de Défense de Chilca (un peuple qui vit de la pêche et du tourisme) contre l'installation d'une centrale thermique qui détruira l'environnement et les actuels moyens de vie de la population ; en Argentine, où les sans-emploi occupent les installations pétrolières et gazières dans les provinces de

Salta et Santa Cruz, en réclamant des emplois valables et la nationalisation des hydrocarbures ; au Brésil, où prend forme le rejet du bradage de nouvelles zones pétrolières.

Pour une grande campagne latino-américaine

C'est dans ce cadre qu'a eu lieu à La Paz (Bolivie), du 12 au 14 août 2005, la "Rencontre Continentale pour la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, contre les privatisations et en défense de la souveraineté nationale de nos peuples" (voir ci-dessous). C'est un pas positif dans cette lutte. La Rencontre a toutefois laissé en suspens une tâche très importante : **promouvoir et coordonner une grande campagne latino-américaine pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures**. Nous avons déjà expliqué que la révolution bolivienne a placé cette revendication au centre de la lutte, et comment cette bataille met les travailleurs et les peuples dans un combat frontal contre l'impérialisme et les bourgeoisies nationales. Cette demande est toujours en vigueur, non seulement en Bolivie mais dans l'ensemble du continent. Il s'agit de re-nationaliser YPF en Argentine et d'annuler toutes les privatisations partielles ou indirectes faites dans les autres pays, ainsi que d'annuler le bradage de zones à l'exploitation directe des transnationales. Il s'agit de se battre contre ce qu'on appelle "l'anneau énergétique", un projet dans le Cône Sud dont l'objectif final est, d'une part, fournir de l'énergie bon marché aux Etats-Unis et, d'autre part, tirer le profit le plus grand possible du pillage.

C'est une lutte qui est liée, en outre, à la bataille contre d'autres outils de domination et de pillage impérialistes, comme le paiement de la dette externe (l'Équateur y destine 70% de ses recettes pétrolières), la ZLEA ou les Traités de Libre Commerce qui édifient, ensemble, la structure de la



colonisation de l'Amérique Latine. Au Brésil, en particulier, la lutte contre le pillage du pétrole dans le pays doit s'unir à la lutte contre le rôle d'exploiteur que Petrobras joue à l'étranger, ce qui rend nécessaire, par exemple, de gagner les travailleurs brésiliens au soutien à la juste lutte et aux revendications du peuple bolivien ou équatorien.

La lutte est continentale contre l'impérialisme. Il s'agit de mettre ces richesses au service du développement de nos peuples. Pour cela, il faut un projet d'intégration régionale, élaboré et contrôlé par les travailleurs et les secteurs populaires, qui défend l'utilisation souveraine de nos ressources naturelles et qui englobe aussi les pays latino-américains dépourvus de gaz et de pétrole.

Nous croyons que cette campagne est une nécessité urgente. D'une part, il faut unir et soutenir les luttes qui ont lieu aujourd'hui dans différents pays. D'autre part, il s'agit de profiter de divers événements déjà programmés pour développer et propulser cette lutte (voir encadré pour quelques *dates importantes*). Pour cela, la LIT-QI fait appel aux organisations syndicales, sociales et politiques anti-impérialistes, nationalistes et de gauche de tout le continent, et s'implique de toutes ses forces dans cette campagne.

Soutenons la lutte du peuple équatorien contre l'Occidental Petroleum et la Petrobras !

En Équateur, il y a deux batailles de la "guerre des hydrocarbures" en cours. Une d'elles est la grève générale qui, depuis le 15 août, est menée par les habitants et les travailleurs pétroliers des provinces de Sucumbíos et d'Orellana, en Amazonie.

La grève inclut des mobilisations, le blocage de routes, ainsi que des occupations de puits pétroliers, exigeant **l'annulation du contrat de la multinationale pétrolière Occidental Petroleum**. Les habitants dénoncent que, malgré les profits gigantesques qu'obtient l'entreprise, ils ne disposent pas "*d'attention médicale, éducative, et de services de base adéquats*". Plus de 80% des habitants ne peuvent pas satisfaire leurs besoins fondamentaux. Ils dénoncent, en outre, que l'entreprise "*provoque une pollution dans tout le territoire de l'Amazonie équatorienne*". La grève a provoqué une diminution de la production de 200.000 barils par jour à seulement 10.000, des pertes de plus de 200 millions de dollars et une chute des exportations pétrolières du pays.

Le président Palacio ordonne la répression

La première réponse d'Occidental Petroleum a produit encore plus d'indignation : la compagnie a non seulement rejeté toute possibilité d'annulation du contrat, mais elle a réclamé à l'État équatorien le paiement de 75 millions de dollars à titre de remboursement de la TVA.

Le gouvernement Alfredo Palacio défend clairement la position de la compagnie pétrolière : il a militarisé la région, il a envoyé d'importants contingents de troupes et il a exercé une répression dure pour reprendre le contrôle des puits pétroliers. Dans sa tentative de briser la grève, Palacio a reçu l'aide



du président vénézuélien Hugo Chavez (voir encadré). Dans ce contexte de répression, l'Assemblée des deux provinces, qui représente la population, a accepté d'ouvrir un "dialogue" avec le gouvernement. Après plusieurs démarches sans succès, ce dialogue a été considéré comme "une farce du gouvernement" et on a commencé à reprendre le blocage de routes. Face à cela, l'entreprise a fait la proposition de financer une série de travaux dans la région. Soutenons la lutte du peuple équatorien !

La lutte des peuples Huaorani

La communauté des peuples Huaorani s'est mobilisée à Quito le 12 juillet contre le début de l'exploitation par Petrobras des ressources pétrolières dans le "Bloc 31", situé en plein Parc national Yasuní, l'habitat naturel de résidence de la communauté. Cette exploitation provoquera "*des décharges d'effluents dans l'atmosphère, l'enterrement de déchets de perforation sur le site, la construction de routes, un oléoduc partiellement enterré et la construction d'un incinérateur*".

La réserve Yasuní est un des lieux qui renferme la plus grande diversité d'espèces animales et végétales au monde, et possède un paysage naturel intact. Petrobras est déjà active depuis 2002 dans le "Bloc 18" et a causé des impacts sociaux et environnementaux par la construction d'un oléoduc.

La lutte des Huaorani a reçu des soutiens nationaux et internationaux et, pour le moment, a obtenu l'arrêt du début d'exploitation dans le "Bloc 31". Dans le camp d'en face, Lula a envoyé une lettre au président équatorien le 26 juillet, faisant état de "*sa préoccupation pour la décision récente de suspendre les activités de Petrobras dans le bloc 31, un fait qui met en risque le futur même du projet*" (La Insignia, 18/8/05).

Le soutien du PSTU

Face à la position indigne du gouvernement brésilien, le PSTU a envoyé une lettre de protestation à Lula et au président de Petrobras, en manifestant, entre autres, ce qui suit :

"Considérant :

- *Que le parc National Yasuni est une des zones les plus riches en biodiversité de la planète ;*
- *Que les impacts des entreprises pétrolières dans le Parc ont mené les peuples indigènes qui y habitent à une situation d'exploitation et de violation des droits humains, et de menace constante contre la conservation des espèces animales et végétales ;*

Nous dénonçons que, sous le couvert de "l'intégration régionale sud-américaine", on privilégie en réalité des intérêts commerciaux. C'est pourquoi, nous exigeons que Petrobras et le gouvernement brésilien suspendent immédiatement tout type d'activité dans la région et respectent les demandes des peuples équatoriens qui vivent dans le Parc, en permettant qu'une commission d'évaluation puisse librement travailler, et le temps nécessaire, pour produire un rapport qui garantit la protection de la région et des droits humains des peuples qui y habitent."

Chavez contre la grève

Les faits valent plus que les mots, et l'anti-impérialisme que Chavez proclame dans ses discours se révèle totalement faux dans ses actes. D'abord, il a collaboré avec les représentants de Lula et de Kirchner pour "calmer" le processus révolutionnaire bolivien récent. Ensuite, il a soutenu personnellement le gouvernement corrompu de Lula. Maintenant, face à la grève des habitants de Sucumbíos et d'Orellana contre l'Occidental Petroleum, il a décidé d'aider son collègue équatorien Alfredo Palacio, en lui envoyant du pétrole vénézuélien *"en qualité de prêt"* pour *"faire face à la situation critique produite par la paralysie de l'industrie"*. Comme l'indique Jeronimo Antón, dans un article publié dans *Rebelión*, l'attitude de Chavez *"provoque une peine dans les secteurs classistes et révolutionnaires"*, car le président vénézuélien *"finit par soutenir les multinationales"*. De plus, il le fait contre les mêmes travailleurs et techniciens pétroliers équatoriens qui, lors du sabotage patronal et impérialiste contre le gouvernement de Chavez en décembre 2002 - janvier 2003 (qui entre autres avait paralysé la production de PDVSA), ont offert tout leur soutien et collaboration pour remettre PDVSA en fonctionnement.

D'autres luttes dans le continent

- Au Pérou, le gouvernement de Toledo liquide l'entreprise étatique Petroperú (dont la principale raffinerie, La Pampilla, avait déjà été privatisée). En outre, il brade la zone gazière de Camisea à des entreprises étrangères. Face à l'augmentation du prix du gaz, il y a eu de grandes mobilisations qui réclament sa diminution, ainsi que celle des combustibles. Des faits semblables s'étaient produits, il y a quelques années, à Arequipa, avec un soulèvement populaire massif contre les augmentations du gaz. Il y a aussi des luttes contre l'impact environnemental. Par exemple dans la localité côtière de Chilca, le Front de Défense de Chilca s'est constitué contre l'installation d'une centrale thermoélectrique (du groupe transnational TRACTEBEL) qui sera une source de pollution des lieux et obligera à fermer une plage de pêche et de tourisme, source de travail pour le peuple. Le Front dénonce que la centrale *"utilisera l'eau de mer pour refroidir ses turbines et la restituera avec 6 degrés centigrades en plus"* avec des effets désastreux pour toutes les activités de la zone. Cette lutte s'ajoute à celle des Achuar en défense de la rivière Corrientes dans le Haut Amazonas, après trente années de pollution par l'entreprise Occidental Petroleum.
- En Argentine, fatigué de ne pas trouver d'écho auprès des entreprises privées ni auprès des gouvernements provincial et national dans leurs exigences de création de postes de travail valables et du droit à la retraite des ex-travailleurs d'YPF (licenciés lors de la privatisation), l'UTD (Union des Travailleurs Sans-emploi) de Général Mosconi (Salta) a occupé les sites de Pluspetrol et de Panam dans la région et menacent de fermer les vannes des canalisations qui envoient du gaz au Chili. Ils ont ajouté à leurs revendications la demande de nationalisation des hydrocarbures.

La lutte des sans-emploi contre les compagnies pétrolières, exigeant un emploi, est aussi maintenue à Pico Truncado (Santa Cruz) et la réponse du gouvernement a été encore une fois une répression féroce, avec de nombreuses arrestations. En outre, il y a actuellement une grève des 7.500 travailleurs pétroliers de la zone nord de la province de Santa Cruz, en Patagonie, pour une augmentation salariale.

- Au **Brésil**, plusieurs syndicats pétroliers, dont l'AEPET (ingénieurs de Petrobras), et des organisations sociales et politiques ont lancé une campagne contre l'appel d'offres qui veut céder de nouveaux secteurs pétroliers à des mains privées, prévue pour le 19 octobre. Pour cette même date se prépare précisément une journée de lutte. Au congrès récent de la Fédération Pétrolière, il y a eu une polémique entre les délégués de l'opposition, influencés par le PSTU, qui proposaient la re-nationalisation de toute l'industrie pétrolière du pays (c'est-à-dire, la récupération pour Petrobras des zones cédées aux entreprises étrangères), et la direction majoritaire, appartenant à la CUT de Lula, qui s'y est opposée.

La Rencontre de La Paz

La "Rencontre Continentale pour la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, contre les privatisations et en défense de la souveraineté nationale de nos peuples" s'est tenue du 12 au 14 août, en Bolivie. Elle a été convoquée par la Centrale Ouvrière bolivienne (COB), la Fédération Syndicale des Travailleurs Miniers de la Bolivie (FSTMB), la Centrale Ouvrière Départementale (COD) de La Paz et la Centrale Ouvrière Régionale (COR) de El Alto. Ce n'est pas un hasard si cette Rencontre a eu lieu en Bolivie, puisque dans ce pays, la lutte pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures a été assumée par l'ensemble du peuple, qui a déjà réalisé deux révolutions et a renversé deux présidents (Gonzalo Sánchez Lozada et Carlos Mesa) pour cette revendication.

Comme prélude, il y a eu une marche de 500 camarades dans les rues de El Alto. 272 délégués de 14 pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Mexique, Paraguay, Pérou, Turquie et Venezuela) ont participé à la Rencontre, et ceux-ci représentaient quelque 40 organisations syndicales, sociales et politiques. L'ouverture de la Rencontre a eu lieu avec les interventions de Miguel Zubieta (secrétaire exécutif de la FSTMB), Edgar Patana (secrétaire exécutif de la COR - El Alto) et Jaime Solares (secrétaire exécutif de la COB).

Dans un cadre continental de lutte, la Rencontre de La Paz a été un pas positif dans la bataille pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures. D'abord, parce qu'elle a clairement défini le soutien à la lutte du peuple bolivien en ce sens. Deuxièmement, parce qu'elle a situé cette revendication comme un des axes de la lutte des peuples latino-américains contre l'impérialisme et a appelé à étendre cette lutte à tout le continent. Finalement, parce qu'elle a convoqué à une journée internationale de lutte pour ce point, le 17 octobre (anniversaire du renversement de Sánchez de Lozada).

Toutefois, comme nous l'avons déjà indiqué, malgré cette atmosphère positive, la rencontre a eu une grande lacune puisqu'on n'a pas voté une campagne qui fixerait un chronogramme avec une continuité d'actions et d'événements et qui, de plus, aiderait à unir les luttes qui ont lieu aujourd'hui. Ces derniers éléments ont été une proposition de la délégation de la LIT-QI (voir ci-après), qui n'a pas été incorporée dans la déclaration finale ni dans les résolutions.



Résolutions

Dans le cadre d'une définition générale contre l'impérialisme, la déclaration de la Rencontre manifeste que *"l'exigence de la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures (...) a été transformée, à partir de l'action des masses, en une question décisive et centrale de défense de la souveraineté nationale. (...) Nous affirmons que la propriété des ressources naturelles fait partie constitutive de la souveraineté des nations et des peuples, et est par conséquent inaliénable. Leur bradage aux multinationales est illégitime et met en question l'existence même des nations. En Bolivie et dans tous les pays, le gaz, le pétrole, les ressources*

La participation de la LIT-QI

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale a participé activement à la Rencontre avec une délégation de camarades du Brésil, d'Espagne, du Paraguay, du Pérou et du MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs) de Bolivie. Nous avons eu la représentation de CONLUTAS, du Syndicat des Pétroliers de Sergipe et d'Alagoas, de l'opposition de la Fédération des Pétroliers et du Syndicat des Métallos de São José dos Campos (Brésil), des travailleurs de Leche Gloria (Pérou), de la CNOCIP (Centrale Nationale d'Organisation Paysanne, Indigène et Populaire du Paraguay) et de Corriente Roja (Courant Rouge) d'Espagne. A cette délégation, il faut ajouter un représentant du Front de Défense de Chilca (Pérou), ainsi que des camarades du PST colombien et de la Ligue Socialiste péruvienne (appartenants au CITO - Centre International du Trotskisme Orthodoxe). Avec les camarades du MST bolivien, nous avons formé une des colonnes les plus nombreuses et enthousiastes de la marche inaugurale.

Nous sommes intervenus activement dans les débats. Une question qui s'est posée était de savoir si c'était actuellement possible, oui ou non, qu'un gouvernement bourgeois pourrait arriver à nationaliser les hydrocarbures, poussé par la pression populaire. Nous y avons défendu que, comme le démontrait la Bolivie, il n'y a aucune façon aujourd'hui d'obtenir la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures, si les travailleurs et le peuple ne prennent pas le pouvoir, étant donné que les bourgeoisies latino-américaines refusent de le faire.

Finalement, la délégation a présenté à la Rencontre une proposition pour une "Campagne continentale pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures en Amérique Latine" dans le but de promouvoir cette lutte (voir plus haut).

naturelles et la terre doivent appartenir uniquement aux peuples. (...) C'est notre revendication, et nous nous engageons à combattre de toutes nos forces pour que les exigences de nationalisation des hydrocarbures, de la re-nationalisation des entreprises et des services publics privatisés, puissent devenir réalité dans nos pays, à partir de la lutte décidée des travailleurs et des peuples opprimés, qui elle seule peut garantir la souveraineté nationale."

Activités pour le développement de la campagne

Pour impulser le développement des activités de la Campagne, il nous paraît important de considérer les dates suivantes d'événements qui sont déjà programmés dans différents pays du continent.

- 17 octobre 2005 : journée internationale de lutte pour la nationalisation des hydrocarbures, votée par la Rencontre de La Paz.
- 19 octobre 2005 (Brésil) : journée contre les "leilões" de Petrobras (appels d'offres de nouveaux secteurs à céder à des entreprises privées).
- 1 au 5 novembre 2005 (Mar del Plata - Argentine) : tenue du "Sommet des Peuples" et des mobilisations contre le Sommet des Amériques (où participera le président américain George W Bush). Dans le cadre du "Sommet des Peuples", il y aura un Forum Énergétique des Peuples de l'Amérique, le 3 novembre.
- Décembre 2005 (Costa Rica) : tenue du Forum Méso-américain.
- 24 au 29 janvier 2006 : tenue du Forum Social Mondial Thématique au Venezuela.

Actions pour donner suite à la Rencontre

1. Tous les participants s'engagent à faire connaître à leurs organisations respectives les résultats de notre Rencontre.
2. Nous appelons toutes les organisations ouvrières et mouvements sociaux engagés dans la lutte des peuples à organiser une grande Journée Internationale de Mobilisation Unitaire le 17 octobre 2005, sous l'orientation suivante :
 - Soutien inconditionnel à la lutte du peuple bolivien pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures, sous contrôle des travailleurs.
 - Pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures dans tous les pays.
 - Contre les privatisations et pour la re-nationalisation des entreprises et des services publics privatisés.
 - En défense de la souveraineté des peuples.
3. Nous appelons toutes les organisations ouvrières, démocratiques, populaires et de la jeunesse qui s'opposent à la politique de guerre de l'impérialisme à exiger : Retrait des troupes impérialistes d'Irak et d'Afghanistan ! Défense des droits du peuple palestinien ! Retrait des bases militaires étasuniennes d'Amérique Latine - du Paraguay, de Colombie, d'Équateur et de Guantánamo ! Retrait d'Haïti les troupes de l'ONU commandées par le Brésil !
4. La 2ème Rencontre Continentale aura lieu au Venezuela, avec l'accord des délégués de l'UNT, dans un délai d'un an.
5. Sur cette base (...) les textes émanant de nos débats seront publiés et la circulation des informations entre les participants ainsi que l'ample préparation de la 2ème Rencontre seront assurées.

Adopté en Séance plénière finale le 14 août 2005

Proposition présentée à la Rencontre Continentale de La Paz

POUR UNE CAMPAGNE CONTINENTALE POUR LA NATIONALISATION SANS INDEMNISATION DES HYDROCARBURES EN
AMÉRIQUE LATINE

(nous reproduisons la partie résolutive de la proposition)

9. En ce sens, nous proposons que cette Rencontre Continentale de La Paz approuve de lancer une campagne avec deux aspects. Le premier est une campagne internationale de soutien à la principale lutte du peuple bolivien : la nationalisation du gaz sans indemnisation contre les entreprises impérialistes et Petrobras. Le processus révolutionnaire bolivien est aujourd'hui le point le plus avancé du continent et celui qui avance cette revendication avec la plus grande clarté.

10. En même temps, nous proposons de lancer une grande campagne continentale pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures dans la toute l'Amérique Latine. Cela veut dire, se battre, par exemple, pour la re-étatisation d'YPF en Argentine, la nationalisation sans paiement d'entreprises impérialistes comme Repsol, Chevron/Texaco, Shell, Exxon, etc., et l'expropriation de leurs installations, l'annulation des contrats de bradage et de privatisation dans le reste du continent, la récupération de secteurs sous concession ou cédés en propriété et leurs équipes de travail, etc.

11. Nous proposons que cette campagne soit développée sur la base de la plus vaste unité d'action, en appelant les centrales et les organisations syndicales (spécialement celles des travailleurs du secteur d'hydrocarbures), les organisations de paysans, celles qui représentent les peuples indigènes du continent, les organisations d'étudiants, les organisations politiques et sociales nationalistes, anti-impérialistes, de gauche, etc. Cette proposition a pour but de former un grand mouvement et de promouvoir une grande mobilisation continentale en défense de la richesse et la souveraineté de nos pays contre l'impérialisme.

Présentée par :

Coordination Nationale de Luttés (CONLUTAS – Brésil)

Syndicat des Pétroliers de Sergipe et d'Alagoas (Brésil)

Syndicat des Métallos de São José dos Campos (Brésil)

Centrale Nationale d'Organisation Paysanne, Indigène et Populaire du Paraguay (CNOCIP – Paraguay)

Courant Rouge (Espagne)

Pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures	1
Les gouvernements latino-américains sont des agents de l'impérialisme	2
Une lutte des travailleurs et des peuples.....	2
Pour une grande campagne latino-américaine	3
Soutenons la lutte du peuple équatorien contre l'Occidental Petroleum et la Petrobras !.....	4
Le président Palacio ordonne la répression	4
La lutte des peuples Huaorani.....	4
Le soutien du PSTU	5
Chavez contre la grève	5
D'autres luttes dans le continent.....	5
La Rencontre de La Paz.....	6
Résolutions	7
Activités pour le développement de la campagne	8
Proposition présentée à la Rencontre Continentale de La Paz.....	9